

LE BOLCHEVIK



LIGUE TROTSKYSTE DE FRANCE – Section sympathisante de la TENDANCE SPARTACISTE INTERNATIONALE

Depuis que cet article a été publié dans Workers Vanguard en mai 1978, une vague de grèves sans précédent a mis en avant l'élément crucial pour la révolution en Iran : le puissant prolétariat iranien.

A elles seules, les grèves qui ont paralysé les puits de pétrole suffisent à démontrer l'immense importance qu'aurait un mouvement ouvrier indépendant luttant pour ses intérêts de classe. "Opposez-vous au gouvernement, mais pas au pays", déclarait le premier ministre d'alors, M. Charif-Emami, à ce sujet, ajoutant que "la grève dans le secteur pétrolier est un coup mortel porté à l'économie du pays" (Le Monde, 3 novembre).

Lorsque les travailleurs de Téhéran se mirent en grève le mois dernier pour défendre leurs intérêts économiques les plus élémentaires, les marchands rouvrirent le bazar qu'ils avaient fermé en soutien à Khomeiny afin que leur action ne soit pas confondue avec les grèves ouvrières.

Les ouvriers n'ont aucun intérêt commun avec les mullahs réactionnaires. La révolte du 6 novembre, qui se termina par la mise en place d'un gouvernement militaire par le chah, a montré une fois de plus la nécessité vitale d'une direction révolutionnaire en Iran qui mobilise le prolétariat à la fois contre le chah et contre l'opposition religieuse.

Seul un parti trotskyste, qui s'opposerait sans compromis à leurs complices stalinien, qu'ils soient liés à Moscou, à Pékin ou au guebvarisme, pourra diriger le prolétariat dans la lutte pour un gouvernement ouvrier et paysan.

Les révoltes en Iran durent maintenant depuis plus d'un an. Elles ont commencé quand les habitants des bidonvilles de la capitale se sont élevés contre leur expulsion durant l'été 1977. En novembre et décembre il y eut les manifestations étudiantes ; la participation et le soutien populaires ont augmenté jusqu'à ce que la police tire sur des centaines de manifestants dans la ville sainte de Qom le 9 janvier dernier. Les 19 et 20 janvier, les bazars de Téhéran, Ispahan, Abadan, Mashad et Rasht furent fermés en protestation.

Quarante jours après le massacre de Qom dans la ville de Tabriz, nord-ouest, explosa une révolte de masse au cours de laquelle des milliers de manifestants traversèrent la ville en quatre colonnes, mettant le feu aux motos et voitures de police et incendiant les banques, les théâtres et les bureaux du gouvernement. Selon plusieurs rapports, certains soldats auraient refusé d'obéir aux ordres de tirer sur les manifestants et auraient tiré sur leurs officiers. Et il a fallu des exécutions

Suite page 2

A bas le chah! A bas les mullahs!

Quelle stratégie pour la révolution iranienne?

CEDEC
FONS
VILADO



Novembre 1978: la révolte ébranle Téhéran

UPI

Les "eurotrotskystes" fêtent les eurocommunistes ... p. 8 B

U B
Biblioteca de Comunicació
i Hemeroteca General
CEDEC

pour l'exemple sur place pour restaurer la discipline militaire.

A Tabriz la répression sauvage n'a pas empêché de nouvelles protestations à la fin du mois de mars et les manifestations et grèves ont repris dans tout l'Iran. A Khomain, au sud de Téhéran, la foule a attaqué les bureaux du gouverneur général, tandis qu'à Yazd les manifestants attaquèrent la police avec des pierres et des couteaux.

Les cibles choisies par les manifestants révèlent la nature hétérogène du mouvement. Les attaques contre les locaux du gouvernement et du parti Rastakhiz (porte-parole du régime et seul parti légal en Iran jusqu'à présent) montrent une forte haine populaire pour le despotisme du chah. Les boutiques qui ne respectaient pas la grève des bazars, et les banques comme celle de la firme Saderat, liée très étroitement au gouvernement, ont été également touchées.

Les bars, les cinémas et les camions de Coca-Cola ont aussi été attaqués par les manifestants, ce qui exprime un mélange confus d'anti-américanisme et de puritanisme intégriste musulman. Politiquement, l'analogie la plus rapprochée que l'on puisse faire avec ce soulèvement spontané des masses est la rébellion des Boxers de Chine en 1900 qui, pareillement, était un mélange de traditionalisme et d'anti-impérialisme primitif.

Les propagandistes du chah prétendent que le régime subit les assauts d'une conspiration islamo-marxiste réactionnaire qui s'oppose aux prétendus "acquis" de sa "révolution blanche". En réalité, les décennies de régime Pahlavi n'ont apporté aux paysans et aux ouvriers qu'une augmentation de la répression et de la misère (Cf. "Anti-Shah Protests Erupt in Iran", *Workers Vanguard* n°200). Mais les traits réactionnaires de l'opposition ne sont pas simplement une invention des propagandistes du chah.

Il est bel et bien vrai que la direction actuelle de la révolte est une direction religieuse. Une des forces dominantes de ce mouvement semble être le Mouvement pour la libération de l'Iran (MLI) qui est composé des fidèles de l'ayatollah exilé Khomeiny. La réputation de Khomeiny ne vient pas seulement du prestige religieux traditionnel de ces prêtres, mais aussi des critiques qu'il fait ouvertement des méthodes et du régime du chah et qui lui ont valu d'être emprisonné en 1963. Khomeiny est dans la tradition du soutien religieux en faveur d'un parlement et d'une constitution et dans la tradition du soutien des ulémas (érudits, enseignants et juristes de la hiérarchie islamique) à la révolution bourgeoise de 1906. De plus, Khomeiny incarne le mouvement actuel de sentiments anti-américains ; il fut en effet exilé d'Iran en 1964 pour avoir critiqué une loi qui soustrayait tous les citoyens américains vivant dans le pays à la juridiction des tribunaux iraniens.

Selon l'agence UPI, certains manifestants brandissaient des drapeaux rouges et des banderoles proclamant "Travailleurs unissez-vous!", et il ne fait aucun doute que la gauche iranienne est entrée dans le mouvement. Les révolutionnaires marxistes chercheraient à utiliser ces soulèvements pour renverser le chah et avancer des revendications démocratiques afin de scissionner le mouvement dirigé par les traditionalistes musulmans et de rallier des parties de la petite-bourgeoisie aux côtés du prolétariat sur la base d'un appel à l'abolition de la monarchie et à une assemblée constituante basée sur le suffrage universel. En même temps, ils chercheraient à combattre l'intégrisme islamique et le populisme qui ne peuvent conduire qu'à un régime oppressif de type pakistanais ou libyen. Car même les oppositionnels musulmans les plus "radicaux" sont par exemple déterminés à maintenir l'ignoble oppression des femmes, traditionnelle dans la société islamique, ce qui indique une politique fondamentalement réactionnaire.

Les partisans de Khomeiny aux Etats-Unis ont publié une déclaration de l'Organisation des moudjahidin (combattants) du peuple d'Iran (OMPI) datant de l'époque où cette organisation se considérait encore musulmane, et qui disait que Reza chah, le père de l'actuel chah, "avait été jusqu'à attaquer nos mères et nos soeurs en commettant l'action barbare de leur arracher leur modeste costume (...)" (*Déclaration de l'Organisation des moudjahidin Khalgh-e Iran*, octobre 1972, réimprimé en mars 1977). Cette "attaque" contre Reza chah pour avoir essayé de mettre fin à la pratique médiévale du voile pour les femmes iraniennes démontre bien que ces soi-disant "révolutionnaires islamiques" partagent les préjugés les plus arriérés des ulémas et de leurs partisans petits-bourgeois.

Les marxistes au contraire critiquent des bonapartes nationalistes comme Kemal Ataturk ou des monarches occidentalisans comme Reza chah, non pas parce qu'ils essaient de mettre en vigueur des mesures démocratiques bourgeoises qui laïcisent la société, mais parce qu'ils sont lamentablement incapables de le faire. A l'époque de l'impérialisme, seule une dictature prolétarienne peut accomplir ces tâches démocratiques révolutionnaires.

En 1975, la scission à l'intérieur de l'OMPI entre les partisans populistes musulmans de Khomeiny, aujourd'hui organisés dans le MLI, et les soi-disant "marxistes-léninistes" montra quelle incompatibilité il y a entre Marx et Mahomet. (Dans *WV* n° 200 nous avons commis l'erreur de dire que la partie pro-Islam de la scission continuait à s'appeler "marxiste-islamique". Comme les partisans du MLI nous l'ont véhémentement affirmé, ils n'ont absolument rien à voir avec le marxisme et veulent simplement retourner aux enseignements de l'intégrisme chiite). Cependant, la scission ne mettra pas fin aux tentatives minables et démagogiques de fusionner les deux, car le "socialisme islamique" est un trait qui réapparaît fréquemment dans le nationalisme du Moyen-Orient.

De plus, le "marxisme islamique" continue à vivre aujourd'hui dans la mesure où la gauche iranienne capitule devant les illusions religieuses des masses. C'est ainsi que l'OMPI "marxiste-léniniste" écrit :

"En effet, nous pensons que l'Islam et en particulier le chiisme contiennent les éléments progressistes et militants qui peuvent fournir une explication de la lutte de ces groupes et de ces couches contre l'oppression impérialiste dominante. Les traditions révolution-

Kommunistische Korrespondenz

journal de la TROTZKISTISCHE LIGA DEUTSCHLANDS

Prix: 3F

Postfach 167 47
6000 Frankfurt/Main 1

naires historiques d'une religion qui depuis son origine au VII^{ème} siècle est, sous la forme d'un parti clandestin, un lieu de rassemblement de combattants et de rebelles contre les régimes tyranniques de l'époque (...) sont des supports qui ont toujours conservé leurs concepts sociaux-politiques progressistes et contre la répression, à l'intérieur de cette idéologie."

— *Manifesto of the Ideological Positions of the OZFI*, novembre 1975

Ce n'est pas parce que les luttes des masses iraniennes ont eu lieu sous la bannière du chiïsme au moyen-âge qu'il faut pactiser avec la religion au XX^{ème} siècle. Comme Lénine l'écrivait dans une lettre à Gorki :

"Il fut un temps dans l'histoire où, malgré cette origine et cette signification réelle de l'idée de dieu, la lutte de la démocratie et du prolétariat empruntait la forme de la lutte d'une idée religieuse contre une autre.

"Mais ce temps est depuis longtemps révolu.

"Maintenant en Europe et en Russie, toute défense ou justification de l'idée de dieu, même la plus raffinée, la mieux intentionnée, est une justification de la réaction."

— *Œuvres complètes*, tome 35

Ceux qui qualifient Khomeiny de "progressiste" et qui prennent pour du bon pain ses déclarations soutenant la réforme agraire, l'émancipation des femmes et l'"anti-impérialisme" devraient méditer sur une interview donnée au *Monde* (6 mai) où il déclarait qu'une alliance entre les musulmans et les communistes contre le chah ne pouvait être permise. Il ajoutait qu'il s'était toujours prononcé pour "interdire toute collaboration organique avec des éléments communistes" et que "nous ne collaborerons pas avec les marxistes, même pour renverser le chah." Quand on lui demanda ce qu'il pensait de la réforme agraire, il ne fit qu'une réponse vague, disant simplement qu'il "pénalisera les propriétaires qui auront été à l'encontre des lois islamiques" et confisquera "leurs richesses mal acquises".

Ils devraient aussi se souvenir de la carrière d'un autre ayatollah "progressiste", Kachani, à qui Khomeiny ressemble sur beaucoup de points. Kachani est devenu célèbre grâce à une campagne contre la création de l'État sioniste et pour la nationalisation du pétrole iranien. Ses moudjahidin devinrent une importante composante du Front national de Mossadegh. Et pourtant cet "anti-impérialiste", avec d'autres ulémas, rompit avec Mossadegh en 1953 parce qu'ils avaient peur que ce nationaliste bourgeois n'encourageât l'"irreligion" et la croissance du parti Toudeh (stalinien pro-Moscou). Finalement, Kachani soutint le coup d'État contre Mossadegh organisé par la CIA en août 1953. Dans toute polarisation de classe, les dirigeants musulmans "progressistes" d'aujourd'hui découvriront vite que c'est au chah qu'ils doivent allégeance comme rempart contre le communisme.

Sur la voie de Mossadegh?

Les soulèvements actuels remettent directement en question la position qu'avait une grande partie de la gauche iranienne qui croyait que l'opposition traditionnelle au chah était discréditée depuis l'échec de la révolte de 1963. Pendant que le Front national et le parti Toudeh ont effectivement stagné, le fait que la direction du mouvement soit revenue aux dirigeants musulmans (qui appellent au renversement du chah), plutôt qu'aux groupes maofistes et guérillistes, a provoqué de nouveaux débats dans la gauche iranienne sur la nature

de la révolution en Iran et a conduit à reconsidérer la stratégie de guérilla.

Le débat a essentiellement lieu entre d'un côté les partisans de l'alliance classique menchévique-stalinienne avec la "bourgeoisie nationale" (cela inclut les staliniens pro-Moscou et pro-Pékin) et de l'autre les guérillistes qui s'inspirent de Che Guevara. L'Organisation révolutionnaire du parti Toudeh à l'étranger (ROTPA) et d'autres maofistes "durs" avaient à l'origine critiqué la position du parti Toudeh de "front unique contre la dictature" qui signifiait la réforme plutôt que le renversement du régime Pahlavi; mais le soutien de la Chine au chah les a conduits à prendre des positions politiques parallèles à celles du parti Toudeh. Maintenant ils prétendent que renverser le chah est secondaire et que le principal est de soutenir le régime qui sert de rempart au "social-impérialisme soviétique".



Mossadegh

L'Organisation des révolutionnaires communistes (ORC) et les maofistes iraniens aux États-Unis, qui sont dans la ligne du Revolutionary Communist Party d'Avakian (maofistes "critiques", pro-"gang des quatre"), ont hésité à suivre tous les aspects du soutien chinois au chah et continuent à appeler au renversement du dictateur. Mais ils justifient aussi leur stratégie exactement dans les mêmes termes d'alliance avec la "bourgeoisie nationale". Les trois autres tendances (le Toudeh brejnevien, la ROTPA pro-Pékin et l'ORC) s'opposent au refus formel des organisations guérillistes de conclure une telle alliance quoique ces derniers préconisent une version plus militante de la stratégie de la révolution "par étapes".

Pourtant le destin du gouvernement Mossadegh illustre parfaitement les conséquences du programme stalinien. Mossadegh a été porté au pouvoir par un mouvement de masse qui réclamait la nationalisation du pétrole iranien. Et pourtant cet "anti-impérialiste" ne chassa pas la mission militaire américaine. Les nationalisations de Mossadegh, tout comme la nationalisation du canal de Suez par Nasser, devaient être défendues contre les attaques impérialistes par les trotskystes, malgré le fait qu'elles représentaient plus une tentative d'améliorer le rapport de forces en faveur de la bourgeoisie iranienne face à ses maîtres impérialistes qu'une rupture fondamentale avec l'impérialisme.

Mossadegh, qui est un représentant typique de la bourgeoisie coloniale, craignait par-dessus tout la mobilisation et l'armement des masses, nécessaires pour défendre ces nationalisations. Il resta opposé au mot d'ordre de République jusqu'aux derniers jours de son régime lorsque le chah essaya de le renverser, et c'est lui qui lança la police sur la foule qui manifestait contre la visite de l'envoyé spécial des États-Unis, Averell Harriman. Le gouvernement Mossadegh non seulement passa en octobre 1952 une loi sur la "stabilité sociale" qui interdit les grèves sous peine d'emprisonnement, mais encore quelques jours avant le coup d'État du 19 août 1953 chercha à utiliser l'armée contre le parti Toudéh. Finalement, les généraux, à l'instigation de l'impérialisme américain, se retournèrent contre Mossadegh.

Ceux qui cherchent une alliance avec la "bourgeoisie nationale", les Mossadegh et les Tchang Kaf-chek, doivent aussi chercher à étrangler le mouvement prolétarien des masses car la bourgeoisie coloniale sait très bien qu'une lutte sérieuse contre l'impérialisme implique un soulèvement des masses révolutionnaires qui deviendrait très rapidement une menace pour elle-même. Cette voie non seulement détourne la lutte du prolétariat pour le pouvoir mais ouvre la porte à la victoire de la réaction condamnant d'avance toute application effective des tâches démocratiques bourgeoises. La stratégie de coalition avec la bourgeoisie "anti-impérialiste" est donc une recette infailible pour des désastres sanglants comme l'ont démontré la Chine en 1927, l'Iran en 1953, l'Indonésie en 1965.

La « démocratie populaire » ou la révolution permanente ?

Les formules superficiellement plus à gauche des guérillistes ne représentent en réalité aucune alternative au front-populisme stalinien. L'Organisation des guérillas fedayin du peuple iranien (OGFPI) fut formée à la fin des années 60 par des militants rejetant consciemment tant le parti Toudéh que les maoïstes, en faveur d'une perspective de guérillisme basée en grande partie sur le guévarisme à la sauce Régis Debray. Les fondateurs de l'OGFPI contestaient également l'analyse de la ROTPA faisant de l'Iran un "pays semi-féodal, semi-colonial" qui nécessiterait un bloc avec la bourgeoisie contre le féodalisme. Après avoir étudié la "révolution blanche", qui introduisait les relations capitalistes dans l'agriculture iranienne, l'OGFPI conclut :

"Avec l'établissement et l'expansion de la domination impérialiste (...), la bourgeoisie nationale, pas encore développée et affaiblie par la pression du capital étranger, perd la possibilité de s'organiser en tant que classe et finit par dépérir graduellement. La lutte contre la domination impérialiste (c'est-à-dire le capital international) contient certains éléments de lutte contre le capital lui-même."

— *Armed Struggles Both a Strategy and a Tactic*, 1970 (réédité août 77)

Ainsi, l'OGFPI "évitait" la question de faire un bloc avec la bourgeoisie en déclarant qu'elle avait disparu ! Pourtant, Jazani de l'OGFPI écrit : "Nous regrettons la faiblesse des forces et groupes liés à la petite-bourgeoisie et à la bourgeoisie nationale davantage que leur pouvoir" (*Lutte armée en Iran*), indiquant par là que l'OGFPI s'opposait à la stratégie de coalition sur une base empirique plutôt que par principe.

L'OMPI aujourd'hui "marxiste-léniniste", du fait de ses origines musulmanes, n'a pas été formée poli-

tiquement à travers des débats avec le parti Toudéh et les maoïstes et n'a donc pas la sophistication théorique de l'OGFPI ; elle est cependant arrivée à une position similaire, bien qu'elle pense que la bourgeoisie libérale existe. L'OMPI appelle à une "révolution démocratique" sous "l'hégémonie du prolétariat". De tels appels au "passage" de la révolution démocratique à la révolution socialiste ne sont qu'une couverture de gauche du menchévisme, comme l'a démontré la critique faite par Trotsky au Comintern qui défendait son cours désastreux en Chine en 1927 :

"Les stalinien disent que la dictature démocratique comme étape prochaine de la révolution se développera ultérieurement dans les voies de la dictature du prolétariat. Tel est actuellement l'enseignement de l'IC, non seulement pour la Chine, mais pour tous les pays de l'Orient. Elle rompt complètement avec l'enseignement de Marx sur l'État et avec les conclusions de Lénine sur le rôle de l'État dans la révolution. La dictature démocratique à la différence de la dictature prolétarienne, signifie dictature *bourgeoise* démocratique. Le passage de la dictature bourgeoise à la dictature prolétarienne ne peut cependant s'accomplir par la voie d'une 'transcroissance' pacifique. La dictature du prolétariat ne peut se substituer à la dictature démocratique aussi bien que fasciste que par la voie d'un soulèvement armé.

"La 'transcroissance' pacifique de la révolution démocratique en révolution socialiste est seulement possible sous la dictature de la même classe, et plus précisément le prolétariat."

— *Les communistes chinois et du monde entier*, septembre 1930

Les conceptions de l'OGFPI et de l'OMPI sont donc opposées à la stratégie bolchévique de Lénine et de Trotsky. Le gouvernement Kerensky a démontré qu'une telle étape "démocratique" séparée n'était pas possible. La même chose s'est vue en Chine où, après des années de recherche d'un "front unique" avec le boucher Tchang, les armées de Mao furent finalement forcées par l'intransigeance et la déchéance du Kuomintang à prendre le pouvoir en 1949. Ce qui en résultat n'était pas une "dictature démocratique", mais un État ouvrier bureaucratiquement déformé. Tant en Chine qu'en Russie, seule la conquête prolétarienne du pouvoir d'État pouvait assurer la terre aux paysans et les autres tâches de la révolution démocratique.

Le guérillisme et la classe ouvrière

Ces dernières années, les deux groupes se sont de plus en plus éloignés de la voie de la guérilla ; et l'OMPI prétend à présent qu'elle "dédie toutes les forces et capacités de l'organisation à un travail pour élever la conscience de la classe ouvrière, à un travail parmi les classes laborieuses et à la participation à leurs luttes quotidiennes" (*Message de l'Organisation des moudjahidin du peuple d'Iran aux étudiants militant à l'étranger*, mars 1978).

Un examen du guérillisme de l'OMPI et de l'OGFPI révèle cependant le réformisme derrière leur défense de la "lutte armée" comme opposée au parlementarisme. Sans un programme révolutionnaire fermement basé sur une perspective prolétarienne, le "travail de masse" entrepris par l'OMPI ou l'OGFPI ne différera aucunement du réformisme du parti Toudéh ou des cercles maoïstes.

En 1973, l'OMPI tenta de "s'enraciner" dans la classe ouvrière par une "série d'actions armées qui pouvaient spécifiquement soutenir les luttes quotidiennes des travailleurs et contribuer à une association plus étroite entre le mouvement armé d'avant-garde et le mouvement spontané de la classe ouvrière". Cependant,

"Nous avons décidé que ces actions, tout en maintenant leur caractère agitateur armé, devraient spécifiquement ne pas être à un niveau trop supérieur au contenu des revendications spécifiques des travailleurs (...)." — *Ghiam-e-Kargar* [Insurrection Ouvrière], décembre 1975

Quoique l'OMPI ait payé dans ses documents un tribut verbal à la nécessité d'éviter de réduire sa politique au niveau des luttes économiques spontanées des travailleurs, il est clair que son seul talisman contre un tel économisme était "l'agitation armée d'avant-garde". Mais de tels "exemples" ne peuvent pas organiser le prolétariat autour d'un programme révolutionnaire.

En ce qui concerne l'OGFPI, la stratégie de guérilla était explicitement considérée comme un moyen de noyer le prolétariat dans la petite-bourgeoisie avec une lutte "anti-impérialiste".

"La tension et la répression extrêmes d'une part, et le fait que les contradictions secondaires de notre société, comme les contradictions spécifiques entre travail et capital, ont d'autre part été obscurcies par la contradiction principale entre le peuple et l'impérialisme, ont amené tout mouvement à assumer un caractère politique de masse dès le départ; le mouvement indépendant du prolétariat a donc moins de manifestations (...). La lutte armée, commencée aujourd'hui par les groupes, doit se fixer pour but de mobiliser les masses et non pas le prolétariat. Elle doit s'appuyer sur le peuple tout entier et exprimer ses revendications générales."

— *Armed Struggle: Both a Strategy and a Tactic*

En fait, pour arriver à une alliance révolutionnaire avec la paysannerie et d'autres couches de la petite-bourgeoisie, il est tout d'abord nécessaire de séparer l'avant-garde prolétarienne, et le prolétariat dans son ensemble, des masses petites-bourgeoises. La lutte des bolchéviks consistait précisément à éviter de se dissoudre dans la petite-bourgeoisie amorphe, par l'intermédiaire des socialistes-révolutionnaires ou d'un autre parti "démocratique", ce qui aurait signifié la soumission du prolétariat à une direction bourgeoise.

L'héroïsme des militants de l'OMPI et de l'OGFPI face à la féroce répression du régime du chah ne fait aucun doute. Mais l'exemple d'une formation similaire, le Parti révolutionnaire du peuple éthiopien (PRPE), devrait être étudié soigneusement par les révolutionnaires iraniens. Comme l'OMPI et l'OGFPI, le PRPE soutenait une version guévariste "de gauche" de la révolution par étapes, appelant à une "nouvelle révolution démocratique" et à une "république démocratique populaire", ni prolétarienne ni bourgeoise.

cratique populaire", ni prolétarienne ni bourgeoise.

A la recherche d'un bloc avec "tous les partis anti-féodalistes, anti-impérialistes" (Programme du PRPE, août 1975), le PRPE salua d'abord du moins une partie du Derg (la junte militaire) comme "progressiste", et capitula devant le nationalisme bourgeois du Derg en refusant d'appeler à l'indépendance de l'Erythrée. Cependant, puisqu'il était hostile à toute organisation indépendante des masses pouvant menacer son règne bonapartiste, le Derg repoussa ces offres de soutien et lança une attaque sauvage contre le PRPE et les syndicats dirigés par la gauche. De façon similaire au traitement infligé aux communistes chinois par Tchang Kai-shek en 1927, la collaboration de classe du PRPE n'a abouti qu'à une campagne meurtrière d'extermination contre lui-même.

Il est possible de trahir une révolution "le fusil à la main". La voie en avant pour les révolutionnaires iraniens est la construction d'un parti léniniste d'avant-garde, basé sur les principes de Lénine et de Trotsky, qui démasquerait impitoyablement la collaboration de classe du parti Toudeh, les maofistes, l'impasse du populisme de l'OMPI et de l'OGFPI et le "radicalisme" populiste/intégriste des opposants islamiques. Les cadres prolétariens d'un tel parti seraient forgés à travers une intervention dans les luttes du prolétariat iranien grandissant qui est forcé de se confronter à la dictature pour les revendications de salaires les plus simples et les droits démocratiques les plus élémentaires.

Avant tout, une avant-garde léniniste-trotskyiste avancerait le programme de transition nécessaire pour relier les aspirations démocratiques immédiates des masses avec la lutte pour la dictature du prolétariat. Agissant comme tribune du peuple, le parti doit lutter pour une complète égalité légale des femmes, pour le droit à l'autodétermination pour les minorités nationales, et, ce qui importe le plus, pour la terre à ceux qui la travaillent, afin d'amener la paysannerie aux côtés du prolétariat. Contre la terreur blanche, il doit lutter pour l'abolition de la SAVAK et le renversement du chah, et pour une assemblée constituante basée sur le suffrage universel, tout en luttant en même temps pour des organes de pouvoir prolétarien (des soviets) qui peuvent seuls garantir la victoire de la révolution démocratique. Seul un tel programme, soutenu par les méthodes de la lutte de classe, peut armer le prolétariat dans l'action sur la voie du gouvernement ouvrier et paysan.

Traduit de Workers Vanguard n° 206

COLLECTION IRAN

Demandez la sélection des numéros de WORKERS VANGUARD et de YOUNG SPARTACUS contenant des articles sur l'Iran

WORKERS VANGUARD n° 206, 215, 217 / YOUNG SPARTACUS n° 67, 68

Prix spécial : 5F les 5 numéros

Commande : Le Bolchévik B.P. 421 09 75424 Paris Cédex 09

UAB
Biblioteca de Comunicació
Arborea General
CEDOC

Des syndicats "libres" en URSS ?

En novembre dernier un groupe d'ouvriers dissidents soviétiques a tenu une conférence de presse devant des journalistes étrangers à Moscou. Le mois suivant, il annonçait la formation d'une "Association syndicale libre des travailleurs en Union soviétique", qui aurait 200 membres, et est arrivé depuis à faire parvenir clandestinement des documents à Amnesty International. Par la suite, selon la presse occidentale, un comité pour un syndicat libre des travailleurs en URSS a été formé à la mi-avril (*Los Angeles Times*, 29 avril).

La première apparition, depuis des années, d'un groupe organisé de travailleurs soviétiques dissidents a créé une agitation internationale disproportionnée à l'impact limité du groupe en URSS. Des éléments largement disparates, allant de la presse bourgeoise conservatrice, de la bureaucratie syndicale réactionnaire de Meany aux États-Unis, aux députés de gauche du Parti travailliste anglais et aux pseudo-trotskyistes du Secrétariat unifié (SU), se sont tous précipités pour défendre sans critique la cause des ouvriers rebelles. Mais qu'est-ce que ce mouvement des "syndicats libres" et pour quoi lutte-t-il ?

Le matériel rendu public jusqu'ici, préparé à partir des documents du groupe par le service de recherche d'Amnesty International, jette peu de lumière sur leur prédisposition idéologique. Presque tout le matériel rendu public a un caractère descriptif, détaillant les persécutions et abus endurés par les différents membres du groupe aux mains de la bureaucratie soviétique. Selon Amnesty International, le "groupe a commencé son existence par des rencontres accidentelles de chômeurs qui étaient venus à Moscou pour apporter leurs doléances en personne dans les bureaux des plus hautes autorités légales et gouvernementales du parti."

Le premier appel écrit public provenant d'Union soviétique est du 20 mai 1977, signé par 8 ouvriers. La "lettre ouverte" de mai citait 35 ouvriers de villes différentes jetés en prison et dans des hôpitaux psychiatriques pour "avoir exercé leur droit de se plaindre". Depuis lors, le groupe a sorti un appel à la conférence de Belgrade concernant l'application des accords d'Helsinki de 1975, une "plainte collective", pour le 60ème anniversaire de la Révolution d'Octobre, et un appel à l'Organisation internationale du travail (OIT). L'appel lance des accusations sur le fait qu'entre la première conférence de presse en novembre [1977] et la fin février, 10 ouvriers qui avaient signé l'un ou l'autre des documents furent détenus par la police. Le 27 février, 7 des membres arrêtés soit étaient disparus, soit on les savait dans des hôpitaux psychiatriques.

Vladimir Klebanov, le principal porte-parole du groupe, a travaillé pendant 16 ans comme contre-maître dans une mine de charbon dans la région du Donetz en Ukraine. Les documents affirment que Klebanov essaya sans succès d'organiser en 1960 un syndicat indépendant dans la mine ; en 1968, il fut licencié de son travail pour avoir refusé d'imposer des heures supplémentaires à ses ouvriers ou de les envoyer faire des travaux où il pensait que les normes de sécurité n'étaient pas observées. Lorsqu'il protesta contre son

licenciement, Klebanov fut déclaré malade mental et enfermé dans un hôpital psychiatrique spécial de haute sécurité de 1968 à 1973. Depuis sa libération, on l'a empêché de travailler, et il a été détenu dans des hôpitaux plusieurs fois encore. On rapporte que, le 28 février, Klebanov était détenu dans un hôpital psychiatrique dans le Donetz où, selon le groupe, on l'aurait diagnostiqué pendant une incarcération précédente comme souffrant "d'un développement paranoïaque de la personnalité" avec une manie de "lutte pour la justice".

D'autres récits fournis par le groupe indiquent des histoires à peu près semblables d'individus ayant exprimé des plaintes contre les abus et la corruption bureaucratiques, suivies de représailles contre les ouvriers en question. Maria Dvoretzskaya, une ouvrière d'Alma Ata, fit appel au nom de son mari déclaré "mentalement irresponsable" et "socialement dangereux" et mis dans une institution psychiatrique à la suite d'incidents concernant le fait qu'il avait signé des déclarations se plaignant de vols et de paiement de salaires frauduleux à des ouvriers qui n'existaient pas, dans une crèmerie et plus tard dans une usine de chaussures. Varvara Kucherenko, qui travaillait dans une tannerie du Dagestan, fut déqualifiée, puis renvoyée pour avoir dénoncé l'administration et le comité syndical de son usine pour vol de marchandises. Elle fut plus tard détenue par la police, puis incarcérée aussi dans un hôpital psychiatrique.

Dans son appel, "A l'opinion publique mondiale, sur la situation réelle des travailleurs et des employés à la veille du 60ème anniversaire de l'URSS" (18 septembre 1977) le groupe du "syndicat libre" soviétique écrit :

"Nous, soviétiques de différentes couches de la société, gens de nationalités diverses de plusieurs coins du pays, nous sommes forcés de nous tourner vers ce qu'on appelle 'la presse bourgeoise'. Nos dirigeants, notre presse, le parti et les organes soviétiques ne veulent pas nous écouter, nous, honnêtes travailleurs de la société soviétique, les producteurs de la richesse matérielle, même si, d'après leurs tâches et leurs responsabilités, ils sont obligés de nous écouter et de répondre à nos questions."

Et dans sa "plainte collective" (7 novembre 1977), l'Association écrit : "Préserver la propriété socialiste et s'opposer aux grossières violations des Droits de l'Homme est le devoir sacré de tout citoyen soviétique." Ils accusent les fonctionnaires du PCUS de la commission de contrôle des abus de l'administration,

Just Out!

A Spartacist Pamphlet

**LENIN & THE
VANGUARD PARTY**

Prix: 15 F

Spartacist Publishing Company
Box 1377, GPO New York, N.Y. 10001

UAB
União de Comunicação
e Hemeroteca General
CEDUC

le département des organismes administratifs du comité central, de "se laisser guider par leurs motivations personnelles et non par les directives du parti et du gouvernement."

Cependant, ceux qui sont de loin les "champions" les plus acharnés de la cause de ces ouvriers soviétiques ont été les adversaires les plus irréductibles du socialisme et du syndicalisme. Depuis des années, la CIA et d'autres forces contre-révolutionnaires déplorait que la composition essentiellement petite-bourgeoise du mouvement des dissidents soviétiques rendit difficile de le présenter comme représentatif du peuple soviétique. La presse bourgeoise s'est donc empressée de se saisir de la formation de l'"Association du syndicat libre" soviétique, d'autant plus qu'elle faisait appel aux agences impérialistes telles que l'OIT. Versant des larmes de crocodiles sur "l'extraordinaire importance de la répression et de l'emprisonnement de simples travailleurs par l'URSS" (*Manchester Guardian Weekly*, 2 mars), ces mêmes porte-parole capitalistes qui, à l'Ouest, dénoncent "les syndicats dévoreurs" protestent contre la répression subie par Klebanov et ses camarades.

Le gang de Georges Meany a rapidement fait écho au *Guardian* et son pendant dans la bourgeoisie américaine. Le dernier numéro du *AFL-CIO Free Trade-Union News* (mai 1978) a en première page un article sur les travailleurs soviétiques, intitulé "Nous voulons vous parler de notre souffrance inimaginable et inhumaine (...)". L'AFL-CIO violemment anticommuniste tire les conclusions suivantes : "(...) il est maintenant aussi de plus en plus clair que tandis que les prolétaires de la plupart des pays 'bourgeois' ont combattu pour — et gagné — leurs droits de travailleurs et leur bien-être matériel, les travailleurs dans ce bastion du marxisme — l'URSS — sont encore liés par les chaînes les plus inhumaines de l'injustice sociale et de la pauvreté."

A gauche, la réponse a été plus atténuée. Mais Eric Heffer, un dirigeant des députés de gauche du Parti travailliste, exhorte à la fois les syndicats anglais et l'Organisation internationale du travail à pousser pour une enquête sur les syndicats soviétiques. Dans une lettre au *Guardian* (19 mars), Heffer essayait de se distinguer de l'aile droite dont il taxe le pseudo-soutien aux travailleurs soviétiques de "sommets de l'hypocrisie". Heffer affirmait que les travailleurs soviétiques dissidents "ne veulent en aucune façon restaurer le capitalisme ni s'engager dans un conflit idéologique avec les autorités soviétiques, mais simplement demandent à s'organiser librement (...)." Tandis que le Secrétariat unifié, qui chante sans discrimination les louanges de toute expression de dissidence dans les États ouvriers déformés, a simplement publié une information à partir des documents d'Amnesty International, sans critique d'aucune sorte, les pseudo-trotskyistes de l'Organisation communiste internationaliste (OCI) ont donné un soutien politique total à ces ouvriers dissidents soviétiques :

"C'est un devoir impérieux du mouvement ouvrier international d'apporter son appui, sans réserve, à ces courageux combattants d'une liberté ouvrière fondamentale."

— Informations ouvrières, 12-19 avril

L'information sur le groupe des travailleurs soviétiques est limitée, et il est douteux que sa composition soit homogène. On a rapporté des conflits entre lui et d'autres dissidents. Klebanov dit qu'il a été rebuté par le physicien Andreï Sakharov. "Ils se considèrent

au-dessus de nous", dit-il, en parlant des dissidents petits-bourgeois (*Washington Post*, 22 janvier). Cependant, le porte-parole du "Comité pour le syndicat libre", Vsevolod Kuvakin, dit maintenant que "l'attitude prudente montrée par les travailleurs envers l'intelligentsia a été dépassée." Dans tous les cas, les travailleurs victimes de la répression ont accepté au moins tacitement la stratégie des partisans de l'impérialisme occidental comme Sakharov en adressant leurs appels à la conférence de Belgrade, à l'OIT et aux syndicats anticommunistes comme l'AFL-CIO. Ainsi jouent-ils le jeu de l'offensive idéologique des "Droits de l'Homme" de Jimmy Carter contre l'URSS.

Les trotskystes défendent les travailleurs victimes de la répression tels que Klebanov et les autres membres de son groupe contre l'arbitraire et la répression bureaucratiques du Kremlin. Et comme partie intégrante de notre programme pour la révolution politique prolétarienne dans les États ouvriers dégénéré et déformés, nous luttons pour des syndicats libres du contrôle de l'État — en opposition aux "syndicats" soviétiques actuels qui ne sont qu'une extension de plus de la bureaucratie (comme l'est aussi le "parti"). Les syndicats sont nécessaires, même dans un État ouvrier sain, comme protection contre d'éventuels empiètements et abus de la part du gouvernement, ainsi que pour aider à planifier la production, les méthodes de travail, etc. Mais la construction d'authentiques syndicats et soviets gouvernés par les normes de la démocratie ouvrière ne passera pas par l'intervention de l'OIT (qui inclut les représentants des organisations patronales et des gouvernements capitalistes) et des pouvoirs impérialistes occidentaux (co-signataires des accords d'Helsinki).

Face à l'hostilité fondamentale des États capitalistes à l'existence même des États ouvriers, il est indispensable de distinguer entre une opposition de la classe ouvrière à l'usurpation par la bureaucratie de la Révolution russe, et une opposition impérialiste à la révolution elle-même. Aucune opposition prolétarienne au Kremlin ne peut être construite sans un ferme engagement à défendre les conquêtes de la Révolution d'Octobre. L'"Association du syndicat libre" aborde faiblement cette question, en écrivant : "Nous avons perdu confiance dans le Parquet de l'URSS en tant qu'organe gardien des conquêtes d'Octobre (...)" ("La plainte collective"). (Incidemment, ce document n'a pas été publié par l'AFL-CIO ou par Amnesty International). Mais le groupe de travailleurs dissidents fait ensuite volte-face, et en appelle, dans les faits, aux gouvernements capitalistes, aux socialistes du Département d'État, aux dirigeants syndicaux réactionnaires qui sont les ennemis mortels de la Révolution russe.

Si les travailleurs victimes de la répression croient ce qui est écrit dans leur plainte et leur référence à

Suite page 12

Le Bolchévik

Organe de la
Ligue trotskyste de France

Abonnement :

12F les 6 numéros
avec SPARTACIST (éd. fr.)

B.P. 42109 — 75424 PARIS CEDEX 09



Un vieux rêve pabliste devenu réalité : une galerie de notables eurocommunistes, de sociaux-démocrates en vue, de généraux "progressistes" et de dissidents soviétiques, tous invités gracieusement par la Ligue communiste révolutionnaire (LCR). Insatisfaits de la compagnie du petit cloaque opportuniste de "l'extrême-gauche", ces pseudo-trotskyistes cherchaient l'occasion de sauter dans le marais réformiste de la trahison de classe où ils pourraient nager avec les grands. Ayant vu leur chance, ils y ont sauté à pieds joints, transformant la fête de *Rouge* en week-end de gala en l'honneur de l'eurocommunisme. Plus de 10.000 personnes assistèrent au rassemblement des 27 et 28 mai à la porte de Pantin, sur le thème "mai 68 - mai 78 : Réforme ou révolution?".

La LCR s'est empressée de montrer clairement en faveur de quelle alternative elle était. Dans cette grande célébration de la "démocratie" sans classe, ils ont courtisé les dissidents droitiers du Parti communiste français (PCF), devenus les chéris de la presse bourgeoise, et ont défendu mordicus des officiers "socialistes" des forces armées de l'impérialisme français contre les protestations véhémentes de l'assistance. Les invités d'honneur de ce "débat fraternel" comprenaient les eurocommunistes français bien connus Jean Ellenstein, Jacques Frémontier et Jean Rony, des eurocommunistes avant la date comme Roger Garaudy et Fernando Claudin, une délégation officielle du Parti communiste espagnol (PCE), un secrétaire national du Parti socialiste français (PS), Gilles Martinet, le dissident ukrainien Léonid Plioutch, et des officiers de réserve, le général d'aviation Bécam et l'amiral Sanguinetti.

La presse bourgeoise a rapporté cet événement inhabituel. *Le Monde* du 30 mai observe que ce rassemblement du week-end "a permis aux représentants des familles de la gauche et de l'extrême-gauche d'engager le dialogue". Même le *New York Times* (4 juin) en a parlé, avec pour commentaire qu'"un nouveau courant agite la gauche française, rassemblant les représentants d'un large éventail de vues, des extrémistes aux écologistes et aux réformistes modérés en opposition à l'orthodoxie du Parti communiste". Et bien que la délégation du Parti communiste espagnol ait retenu le Parti communiste français d'user de représailles directes contre les dissidents du PCF qui y participaient, cela n'a pas empêché *l'Humanité* (29 mai) de dénoncer avec fureur le meeting comme "une entreprise fractionnelle dirigée contre le parti communiste, sa politique, ses principes et sa direction."

La fête du week-end avait en effet pour but de profiter de l'effervescence actuelle dans le PCF, qui a débordé en une controverse publique animée lorsque des intellectuels en vue du PCF eurent recours aux pages du *Monde* pour dénoncer la direction du PCF comme responsable de la récente défaite électorale de l'union de la gauche. Le philosophe néo-stalinien Louis Althusser a publié une série de 4 articles, avec *copyright*, intitulée "Ce qui ne peut plus durer dans le parti communiste"; et l'historien Ellenstein, directeur adjoint du Centre d'études marxistes du PCF, a appelé dans sa série d'articles à laisser tomber le terme de "communiste" pour donner des garanties à l'opinion publique française. A la fête de *Rouge*, la LCR a fourni une plateforme aux eurocommunistes les plus "radicaux" qui essaient de faire pression sur ceux qui, dans le PCF, résistent à échanger le réformisme sta-

Les "eurotrotskistes" célèbrent la fête de *Rouge* en l'honneur de l'eurocommunisme



Un rêve pabliste devenu réalité : Claudin, Weber, Plioutch, Ellenstein.

linien prosoviétique contre un réformisme social-démocrate antisoviétique.

Bien qu'à première vue la brochette d'orateurs de la fête parût contre-nature, il y avait en fait une logique politique unissant l'aile droite du PCF et les "gauchistes" de la LCR; tous deux accusent la direction du Parti communiste d'être responsable de la défaite électorale "de la gauche" le 19 mars, pour avoir brisé "l'élan unitaire". Cette accusation, soulevée par une "Déclaration des 100" militants du PCF (*Le Monde*, 17 mai), est le thème d'une offensive de propagande lancée par le leader du PS, Mitterrand, et reprise par pratiquement toute la presse bourgeoise. Elle ignore que le durcissement du PCF répondait au fait que les socialistes menaçaient sa base électorale et à la déclaration de Mitterrand que le PCF aurait peu de pouvoir réel dans un gouvernement d'union de la gauche. Ainsi les pablistes et les super-eurocommunistes se retrouvent sur cette base commune qu'est le programme droitier de l'unité inconditionnelle des bureaucrates réformistes.

Commentant ultérieurement ce week-end — première grosse occasion de la LCR de jouer avec les grands — Alain Krivine souligna la signification de la fête de *Rouge* :

"Il ne s'agit pas pour nous d'une opération publicitaire ou fractionnelle, mais de l'application d'une po-

otskystes" t les munistes



in, Martinet

litique pour laquelle nous nous sommes battus depuis des années et des années, souvent à contre-courant : la politique d'unité des travailleurs dans l'action contre l'adversaire commun. (...) la brèche est ouverte, le précédent est créé, plus rien ne sera comme avant."

— Rouge, 30 mai

La découverte de l'« eurotrotskysme »

le
se
et déclara que "l'unité, c'est le débat". C'était du petit lait pour la LCR qui avait essayé de débattre avec le PCF bien avant même les élections de mars. Ellenstein a aussi appelé à une action commune des eurocommunistes et de la LCR "entre nous au parti, et vous qui êtes une force vive mais qui ressentez aujourd'hui votre impasse" (*Rouge*, n° 659). Mais la base d'une telle collaboration, a-t-il spécifié, doit être :

"(...) une voie qui n'est, bien entendu, ni celle de Staline ni celle de Mao, mais qui n'est plus celle de Lénine ou de Trotsky, une voie qui est la voie originale vers le socialisme que l'histoire nous impose et qui est précisément, je dirais : la voie eurocommuniste."

Cela signifie, dit Ellenstein, tout d'abord le soutien à une "démocratie représentative" et "l'extension des libertés publiques". Il ajouta, "je pense qu'à de nom-

breux égards Rosa Luxemburg avait raison en 1918 de critiquer certains aspects de la Révolution russe", soutenant en particulier sa déclaration que "le manque de démocratie représentative" conduirait "à la domination d'une bureaucratie".

L'"eurocommunisme", dit l'historien du PCF, "implique une indépendance totale vis-à-vis de l'Union soviétique". Le représentant du PCE, Malo de Molina, déclara que cela "suppose le refus du modèle de la révolution soviétique, le modèle de classe contre classe, et le modèle selon lequel on doit finir par la destruction de l'Etat." Ni là, ni à aucun autre moment du week-end, la LCR n'a défendu le "modèle" léniniste ou même a fait mention de la nécessité de défendre l'Etat ouvrier dégénéré d'URSS contre l'impérialisme.

Il y eut quelques murmures dans l'assistance lorsque Molina vanta la politique d'austérité du Parti communiste italien comme "une innovation théorique" et alla jusqu'à s'opposer aux échelles mobiles des salaires parce qu'"inflationnistes". Les orateurs de la LCR attaquèrent cette apologie de la politique anti-ouvrière de restriction des salaires menée par les gouvernements Andréotti et Suarez, mais refusèrent de critiquer la politique de l'union de la gauche française. Non seulement ils n'ont pas été capables de dénoncer cette coalition comme front populaire, enchaînant la classe ouvrière à la bourgeoisie, mais tout au long de ce week-end ces pseudo-trotskystes ont à peine mentionné le bloc communistes-socialistes-radicaux de gauche qui a dominé la politique française pendant les six dernières années.

Au contraire, il y eut une tempête d'applaudissements lorsque Martinet, secrétaire national du PS, ex-stalinien et beau-père de Krivine, dénonça l'antitrotskysme comme étant "l'antisémitisme du mouvement ouvrier". Fernando Claudin, ancien membre du comité central du PCE, exclu en 1964 pour des positions ultra-réformistes semblables à celles des eurocommunistes d'aujourd'hui, alla même plus loin, suggérant que le débat soit élargi jusqu'à y inclure l'"eurotrotskysme", puisqu'ils étaient en présence de "trotskystes non sectaires" :

"Mais c'est peut-être le signe qu'il y a aussi un phénomène 'eurotrotskyste', c'est-à-dire une certaine ouverture du trotskysme à d'autres courants du mouvement communiste."

En réponse, le dirigeant de la LCR Daniel Bensafit retourna le compliment et s'acharna à démontrer la "compatibilité" de l'eurotrotskysme avec l'eurocommunisme en cours de social-démocratisation. Ainsi défendit-il la perversion pabliste du trotskysme contre les accusations de "sous-estimer la lutte pour les droits démocratiques" en disant : "(...) et là il semble aussi qu'il y ait un accord — tout le monde dit : 'démocratie représentative, libertés démocratiques', nous les défendons (...)." Bensafit se solidarisa aussi avec la critique de Rosa Luxemburg sur la Révolution russe qui explique : "limiter la liberté de la presse, limiter le droit de réunion ça mènera à une sclérose de la démocratie" et il approuva l'utilisation par Ellenstein de cette référence dont se sont servis pendant des dizaines d'années les sociaux-démocrates pour attaquer le léninisme.

Dans sa réponse à l'argument de Claudin opposant les formes de démocratie parlementaires et non parlementaires, Bensafit fit une révision fondamentale et

profonde du léninisme sur la question centrale de l'Etat :

"(...) le débat sur l'articulation de la démocratie parlementaire et la démocratie de base, vous le trouverez entre Kautsky et Lénine à propos de la constitution en Russie, vous le trouverez entre Rosa Luxemburg et Lénine sur le même problème, vous le trouverez chez Trotsky, vous le trouverez largement chez les gens qui reviennent aujourd'hui à la mode, pas fortuitement, qui sont les austro-marxistes, comme Adler, mais qui tout sociaux-démocrates qu'ils étaient, de gauche, à l'époque, disaient qu'il pouvait cohabiter des formes parlementaires et des formes d'auto-organisation, mais que les formes d'auto-organisation devaient avoir le dernier mot (...). Et nous, nous disons : il faut le poser jusqu'au bout et dire qu'est-ce qui doit prédominer."

Donc... au lieu de détruire l'Etat capitaliste, et avec lui les formes parlementaires bourgeoises de gouvernement, pour le remplacer par la démocratie prolétarienne du pouvoir des soviets, il est nécessaire de les combiner, de les "articuler" et, comme les austro-marxistes, cet archipablisme dit qu'il est simplement nécessaire de spécifier que les formes de "démocratie de base" devraient prédominer sur les formes parlementaires !

Comme Bensaïd le faisait remarquer, la référence à l'austro-marxisme n'est pas un hasard. Avec les Sociaux-démocrates indépendants allemands (USPD), le Parti socialiste autrichien fut le principal pilier de la malheureuse "Internationale 2 1/2", mise sur pied en réaction à la proclamation du Comintern, et dont Friedrich Adler fut l'architecte. Pour ce qui est de la "cohabitation" de la démocratie parlementaire et de la démocratie des soviets, ce programme fut effectivement appliqué par les austro-marxistes qui se servirent de leur hégémonie dans les conseils ouvriers de Vienne pour empêcher toute tentative révolutionnaire de balayer les institutions du pouvoir capitaliste. A Berlin où le Spartakusbund avait obtenu un soutien dans des secteurs du prolétariat, cette "articulation" s'est achevée par le massacre sanglant du soulèvement de janvier 1919 et l'assassinat de Luxemburg et Liebknecht ! Bensaïd dira sans doute que là, le mauvais élément a prédominé ; mais ce fut seulement parce que l'USPD refusa d'avancer le mot d'ordre de "tout le pouvoir aux conseils ouvriers", espérant, à la place, une coexistence pacifique entre les conseils et l'Assemblée nationale, que les bouchers sociaux-démocrates "de la majorité", Ebert, Scheidemann et Noske ont pu accomplir leur travail sanglant, en supprimant finalement aussi les conseils ouvriers. Teis sont les fruits de la tradition avec laquelle les "eurotrotskystes" se solidarisent !

Le camarade Bensaïd a l'habitude de se laisser emporter par la ligne en cours dans la majorité du "Secrétariat unifié de la Quatrième Internationale" (SU), quelle qu'elle soit, comme lorsqu'il proposa d'importer en Europe la politique latino-américaine guérilliste du SU. Dans le cas présent, il a simplement rendu explicite la politique de capitulation devant l'eurocommunisme, politique dont la paternité revient au principal théoricien du SU, Ernest Mandel. Ainsi dans l'introduction de son livre, *Du stalinisme à l'eurocommunisme*, Mandel parle du courant eurocommuniste comme étant analogue "à la social-démocratie classique de 1910-1930, qui ne doit pas être confondue avec la social-démocratie contemporaine." La social-

démocratie avant la première guerre mondiale, l'événement historique mondial qui marqua le passage de la social-démocratie dans le camp de la défense de l'ordre bourgeois ? Sans le dire explicitement Mandel implique que les eurocommunistes n'ont pas encore définitivement trahi.

Quant à la défense par Bensaïd de "la démocratie représentative" et du pluralisme politique, ceci est déjà annoncé dans la résolution du SU "Démocratie socialiste et dictature du prolétariat" (*Impresor*, 7 juillet 1977) dans laquelle les pablistes rejettent la position trotskyste des droits démocratiques pour tous les partis défendant les acquis de la Révolution d'Octobre et, au lieu de cela, appellent à la "liberté pour les défenseurs d'idéologies réactionnaires [y compris apparemment le fascisme] de défendre leurs idées, [pour] un pluralisme culturel idéologique", même pour des contre-révolutionnaires actifs, tant qu'on ne les prend pas avec une bombe à la main. Les interventions de Bensaïd au cours de ce débat constituent une tentative délibérée de présenter une plateforme commune sur laquelle eurocommunistes et "eurotrotskystes" pablistes peuvent "cohabiter" : la social-démocratie au langage de gauche formellement indépendante de la Deuxième Internationale et qui prend modèle sur l'austro-marxisme d'après la première guerre mondiale.

La défense des bouchers front-populistes

Alors que le discours de Bensaïd sur "l'articulation" entre la démocratie prolétarienne et bourgeoise fournit le cadre politique pour une convergence eurocommuniste/"eurotrotskyste", ce fut dans le forum sur l'armée que la LCR a démontré de la façon la plus éclatante jusqu'où elle descendra pour se faire admettre dans le marais réformiste. Krivine, Bensaïd et Cie ont aidé à la formation d'un "Comité pour les droits et libertés dans l'institution militaire", organisé par la Ligue des Droits de l'Homme, organisation bourgeoise, avec la participation de deux hauts officiers de réserve, le général Bécam et l'amiral Sanguinetti. A une tribune présidée par la direction de la LCR, ces deux officiers ont été les têtes d'affiche du "débat" ô combien fraternel.

Sanguinetti, candidat au Parlement en mars dernier pour le compte du PS, justifia les tentatives de "démocratie

Spartacist n°6

"Eurocomunismo al desnudo"

Dirigirse a: Precio: 3F

**Le Bolchévik B.P. 421 09
75424 Paris Cédex 09**

"C'est un scandale ..."

Bécom : "(...) Alors ce que je pense des guerres auxquelles j'ai participé ? Nous avons participé à la guerre mondiale en 39-45. (...) Ce qui aidait les gens qui faisaient ces opérations (bombardements aériens) quand même à ne pas trop se poser de problèmes sur ce qu'ils faisaient, c'est le risque qu'ils couraient. Parce que malgré tout, les équipages de bombardements pendant la guerre couraient un risque absolument énorme et il s'en est sorti à peu près un sur deux (...)."

LTF : "Bombarder le prolétariat allemand avec un peu de risque. Voilà ce que tu as fait !"

Bécom : "(...) Il s'agissait d'abattre le fascisme allemand (...)."

LTF : "Hambourg c'était le fascisme allemand ?"

Bécom : "(...) et cette guerre-là, je ne la regrette absolument pas."

* * *

Sanguinetti : "(...) Une armée de conscription se prête mieux au maintien de l'ordre. (...) Il faut du nombre pour quadriller. Quand il a fallu quadriller l'Algérie, nous sommes montés à deux millions d'hommes (...)."

* * *

Bécom : "Une armée ne peut être réellement efficace si elle n'est pas démocratique. (...) Il y avait une certaine démocratie dans la Wehrmacht, c'est la raison de son efficacité (...)."

* * *

Bécom : "(...) Il y a un exemple de milice, qui s'appelait milice ouvrière et qui était finalement une milice ouvrière en ce sens qu'elle était pas mal composée d'ouvriers, il faut bien le dire. C'était la SA en Allemagne avant la guerre. (...) Une milice ouvrière peut très rapidement ressembler à la SA allemande. Il faut faire très attention à cela."

[Remous et exclamations de protestation dans la salle]

LTF : "Voilà ce que ça donne de faire des blocs avec l'État-Major. (...) Il se bat contre la classe ouvrière consciemment. Il l'a dit. Il a bombardé sans regret le prolétariat allemand."

* * *

Ces affrontements entre la Ligue trotskyste de France et les généraux bourgeois ont été en partie repris par un reportage d'Informations Ouvrières dont le but central était de justifier leur non-intervention à ce rassemblement et qui se garde bien de nommer ceux qui seuls surent dénoncer la capitulation de la Ligue communiste révolutionnaire devant l'armée bourgeoise: toutes les interventions de la LTF sont attribuées à "la salle"!

cratiser" l'armée sur la base que ce serait plus "efficace" pour "maintenir l'ordre". De même, il plaïda pour une armée de conscription comme étant indispensable pour fournir les effectifs nécessaires à des tâches telles que "les opérations de quadrillage en Algérie". Après qu'un membre de la Ligue trotskyste de France (LTF), section sympathisante de la tendance spartaciste internationale (TSI), eut protesté contre la composition scandaleuse de la tribune, le président de séance pabliste dénonça "les insultes adressées à l'amiral à l'intérieur de la salle". Sur ce, le général Bécam intervint en vantant la "démocratie" de la Wehrmacht d'Hitler (!) et mit en garde contre les milices ouvrières comme étant potentiellement moins démocratiques que l'armée. Son exemple horrible ? Les SA nazies !! Les camarades de la LTF ont encore protesté, accompagnés cette fois par des cris de mécontentement dans la salle.

Dans une intervention suivante pendant le débat, un porte-parole de la LTF dénonça encore la présence de ces bouchers professionnels des paysans et travailleurs algériens et vietnamiens :

"Un ex-général ou un ex-amiral, tant qu'ils n'ont pas renoncé à ce qu'ils ont fait avant (...). Je crois que ces gens-là méritent toujours le nom qui (leur) est donné par les comités de soldats eux-mêmes, (...) c'est-à-dire des *crenove*. La question c'est qu'est-ce

qu'il y a à débattre avec des ex-officiers généraux qui sont pour la défense de l'armée bourgeoise, qui sont pour la défense de la patrie, quand on est une organisation qui se réclame du socialisme, qui, même, prétend se réclamer du trotskysme (...)."

Un deuxième camarade de la LTF lia l'incroyable appel de la LCR pour une "alliance du mouvement ouvrier, du mouvement des soldats, des officiers de carrière" à la capitulation des pablistes devant le front populaire, et y opposa le programme révolutionnaire trotskyste de lutte contre la collaboration avec l'ennemi de classe :

"Evidemment la question de l'armée, c'est la question test pour un front populaire. La LCR, si elle veut maintenir son alliance avec le front populaire, sa politique de cour au front populaire, est obligée vis-à-vis de l'armée d'avoir une politique réformiste. Ce qui d'ailleurs explique qu'elle ait aussi abandonné toutes les postures guérillistes, etc. qu'elle soutenait auparavant de façon inconditionnelle au niveau politique, et qu'aujourd'hui, par exemple, elle est du côté de l'État bourgeois contre les Brigades rouges en Italie (...). "La question pour les trotskystes c'est effectivement la question des officiers. Qu'est-ce que la caste des officiers ? C'est exactement le dernier rempart de l'armée bourgeoise, le dernier rempart de la bourgeoisie. Et c'est ce à quoi les réformistes ne voudront jamais toucher (...). Et aujourd'hui, ce qu'essaye de faire croire la LCR sur la caste des officiers c'est qu'il pourrait y en avoir de démocratiques, c'est

Syndicats "libres"...

Suite de la page 7

La propriété socialiste, alors leur appel aux forces anticommunistes de l'Ouest conduit à leur propre défaite ; si cela n'est qu'une couverture pour se parer contre l'accusation d'antisoviétisme, cela montre malgré tout la force de l'attachement des travailleurs soviétiques à leur révolution. Et si les travailleurs dissidents n'ont pas réalisé combien cette question est décisive, ils devraient voir comment leurs appels aux forces anticommunistes de l'Ouest ont apporté de l'eau au moulin de la propagande impérialiste. Pour les ouvriers, d'authentiques syndicats soviétiques ne vaudront jamais un kopeck en tant qu'organes de défense pour reconquérir et défendre les libertés soviétiques, s'ils ne sont pas un rempart contre la restauration capitaliste !

Il n'est pas surprenant que les premiers mouvements organisés d'opposition parmi les travailleurs soviétiques soient infestés de l'idéologie droitière du mouvement des dissidents en général, allant des partisans fanatiques du tsar et des cent-noirs comme Soljenitsyne aux libéraux pro-impérialistes comme Sakharov. La plus grande partie de la génération actuelle des dissidents provient d'une couche petite-bourgeoise d'intellectuels, d'artistes, de professions libérales et de fonctionnaires gouvernementaux qui, par sa composition sociale, ressemble bien plus à la bureaucratie soviétique qu'aux masses ouvrières. Un grand nombre d'entre eux ont été, en fait, à un moment donné, les partisans kroutcheviens de l'auto-réforme de la bureaucratie qui ont perdu confiance à la suite de l'invasion de la Tchécoslovaquie en 1968.

Les futiles espoirs d'une libéralisation de la bureaucratie ayant été déçus, une partie de l'intelligentsia soviétique s'est tournée vers l'Ouest. Pour ces individus, la perspective de l'émigration semblait préférable au maintien du régime stalinien répressif de Brejnev et Cie. Aussi ont-ils appelé les faucons de la guerre froide, tels que le sénateur américain Jackson, à utiliser le chantage impérialiste (comme la menace de couper les livraisons de blé) dont la vraie victime serait le peuple soviétique. Bien que de nombreux révolutionnaires puissent certainement être recrutés parmi les intellectuels soviétiques, en particulier les étudiants, en tant que couche sociale ce groupe est extrêmement prédisposé à l'influence corruptrice

à la fois de la bureaucratie stalinienne et de l'idéologie libérale bourgeoise.

Pour les masses travailleuses soviétiques, c'est entièrement différent. Elles n'ont rien à gagner et tout à perdre avec la restauration du capitalisme. Sauf dans les conditions les plus extrêmes, il est improbable que les balivernes pro-impérialistes des intellectuels dissidents comme Sakharov ou Soljenitsyne puissent gagner une large audience parmi le prolétariat soviétique. La première condition pour la construction d'une opposition ouvrière puissante et totale à la bureaucratie stalinienne doit être la destruction de telles influences corrosives. Klebanov et les ouvriers soviétiques victimes de la répression doivent être défendus contre la persécution féroce des brejnevistes, mais on ne peut faire de quartier aux appels aux "démocrates" impérialistes contre l'Etat ouvrier dégénéré d'URSS.

Les ouvriers dissidents soviétiques sont placés devant un choix. D'un côté, ils peuvent aller vers un bloc avec les dissidents pro-impérialistes. Une telle voie serait non seulement une trahison des intérêts des masses soviétiques, mais aussi un cadeau inestimable à la bureaucratie soviétique dans sa tentative cynique de se poser devant le peuple soviétique en défenseur de la Révolution d'Octobre. Le dégoût des travailleurs soviétiques pour les Orlov et les Sakharov est l'expression légitime, bien que déformée, de leur haine de l'impérialisme et de leur attachement aux acquis formidables de la Révolution d'Octobre. Staline, Kroutchev, Brejnev et Cie ont toujours essayé de décrire tous les opposants à leur régime anti-ouvrier comme des valets de l'impérialisme.

L'autre alternative, c'est que les ouvriers dissidents peuvent suivre la voie nécessaire d'une opposition judicieuse aux excès de la bureaucratie tout en expliquant aux masses soviétiques les moyens principaux grâce auxquels les buts originels d'Octobre peuvent être rétablis.

Les pseudo-trotskyistes du SU et de l'OCI, les sociaux-démocrates de gauche et les "eurocommunistes" sont tous conciliants envers les courants dissidents pro-impérialistes. Seul le trotskysme authentique, représenté par la tendance spartaciste internationale, avec sa ferme insistance sur la nécessité de la défense et de l'extension des conquêtes d'Octobre, à travers la révolution politique contre les usurpateurs staliniens, fournit le drapeau autour duquel le prolétariat soviétique peut se rassembler.

Traduit de Workers Vanguard n° 207

qu'on pourrait scissionner cette caste des officiers entre les éléments favorables au prolétariat et d'autres qui seraient favorables à la bourgeoisie. La caste des officiers est sélectionnée, formée, destinée à détruire le prolétariat organisé (...). Et le programme trotskyste est la destruction de la caste des officiers (...).

"L'objectif des trotskystes dans l'armée, c'est de défendre effectivement les droits démocratiques des soldats dans l'armée, mais nous lions la défense de ces droits démocratiques avec l'objectif de la destruction de l'armée bourgeoise, de la destruction de la caste des officiers, de la constitution des milices ouvrières, de la création d'une armée rouge avec l'armement nucléaire contre les armées impérialistes qui interviendront et nous luttons aussi pour la création d'un parti trotskyste qui pourra diriger la lutte du prolétariat contre l'armée bourgeoise."

Dans un récent numéro spécial d'*Impressor* consacré aux événements de Mai 68, le SU annonçait que ses

analyses de la période d'après-68 avaient été trop optimistes et appelait à des gouvernements parlementaires PC-PS comme axe de propagande en Europe du Sud. Dans une interview, Bensafid remarquait que "tout le monde est maintenant d'accord" sur le fait que l'insaisissable "avant-garde ouvrière" "se radicalise principalement dans les partis réformistes et les syndicats" (*Impressor*, 25 mai). D'où la nouvelle orientation du SU vers l'eurocommunisme. Si les eurocommunistes, comme le dirigeant du PCE Carillo et le dissident du PCF Ellenstein, sont prêts à renoncer au léninisme, et si les "eurosociaux" comme le dirigeant espagnol Felipe Gonzalez renoncent au marxisme, alors pour entrer dans la danse Mandel et Cie sont prêts à abandonner leurs lambeaux de pseudo-trotskyisme comme prix d'admission à cet obscène strip-tease politique.

Traduit de Workers Vanguard n° 210

Chtcharansky ...

Suite de la page 16

sonniers politiques eux-mêmes, il faillit perdre son boulot et a certainement ruiné la campagne de propagande américaine autour des négociations SALT à Genève. L'agence de presse soviétique Tass le reprit évidemment tout de suite. Le patron de Young, Cyrus Vance, qui venait de déposer une protestation véhémentement au sujet de Chtcharansky auprès du ministre soviétique des affaires étrangères, Gromyko, était furieux, et Carter dut publiquement réprimander le Noir le plus haut placé dans l'administration ("Je suis sûr qu'Andy ne le fera plus"). Pendant que les conservateurs du Congrès soutenaient une motion de révocation contre Young, le faucon Brzezinski, "conseiller à la sécurité nationale" de Carter, demandait l'éviction de l'ambassadeur aux Nations unies dans le cadre de sa guérilla avec le "modéré" Vance.

Même le côté "intérêt humain" s'est révélé farci de pièges. Qui pourrait résister à l'attrait de la belle jeune femme timide qui n'a pas vu son mari depuis quatre ans, plaidant les larmes aux yeux — dans des interviews, des manifestations sionistes, à la télévision, devant le Congrès — juste pour que son Anatole soit libre? Certainement pas le gouvernement israélien, qui paye les factures de son tour du monde. Mais "l'histoire d'Avital Chtcharansky" est plus complexe que cela. Il s'avère que son frère Mikhaïl (dont elle dit qu'il "passe tout son temps avec moi et mes problèmes. C'est un grand ami d'Anatole") est un rouage important du mouvement d'extrême-droite fascisant Gush Emumim. Mikhaïl a serviablement organisé les tournées d'Avital et réussi en faisant cela à irriter beaucoup de sionistes plus modérés. Des groupes comme la Conférence nationale sur les juifs soviétiques et le Congrès juif américain sont "choqués par les affiliations d'Avital", rapporte l'éditorialiste de Washington, Sally Quinn, (*New York Post*, 22 juillet).

Machination contre le coupable

Vu la masse de questions explosives impliquées dans le cas Chtcharansky (la situation des juifs en Union soviétique, la répression bureaucratique de la dissidence par le Kremlin, les dangers de la croisade antisoviétique de Carter, l'anticommunisme sioniste, l'espionnage de la CIA, les accusations de trahison, etc.), un examen méticuleux des faits est nécessaire pour arriver à une position.

Comme trotskystes, nous sommes des opposants irréconciliables à la brutale bureaucratie stalinienne contre-révolutionnaire. Les mêmes accusations de trahison ont été utilisées pour emprisonner, exiler et assassiner nos camarades dans les purges de Staline. (A propos, quelle était l'attitude des dirigeants américains envers ces procès-là de Moscou? A cette époque, ils n'avaient que du respect pour "Oncle Joe" et son "nettoyage", exprimant une haine de classe consciente pour les révolutionnaires trotskystes persécutés.)

Le cynique KGB mène nécessairement tous ses procès comme des machinations, ne connaissant pas d'autres techniques que l'intimidation bête, la calomnie antisémite et autres techniques "coup-de-massue" d'une bureaucratie despotique. (En ce sens elle ne diffère pas tellement de ses homologues capi-

talistes dans, par exemple la police de New-York: paresseux et corrompus, pourquoi se soucieraient-ils de preuves, même dans les cas de culpabilité; il est bien plus facile de monter simplement un procès truqué à leurs victimes impuissantes). Le peuple soviétique a une haine féroce et bien justifiée pour les collaborateurs de l'Ouest impérialiste — les Soljenitsyne, Sakharov et Chtcharansky. Nous aussi, nous sommes pour la défense de l'URSS face à la contre-révolution, mais notre considération de la question de l'innocence ou de la culpabilité de Chtcharansky est conditionnée par la compréhension que la bureaucratie parasite est le pire danger pour une réelle défense des acquis de la Révolution d'Octobre.

Y a-t-il eu simplement un coup monté contre Chtcharansky — est-il innocent de ce dont on l'accuse? L'accusation soviétique était qu'il avait "trahi sa patrie" et s'était livré à "des activités préjudiciables à l'indépendance de l'Etat et à la puissance militaire de



Anatole Chtcharansky

UPI

l'URSS". Il fut spécifiquement accusé d'avoir fourni des secrets d'Etat, entre 1974 et 1977, à "des diplomates occidentaux, des officiers de renseignement, ainsi qu'à un agent d'un service d'espionnage militaire étranger qui travaillait sous la couverture de journaliste à Moscou". Ce journaliste est un certain Robert Toth du *Los Angeles Times*, qui a été arrêté et interrogé par le KGB pendant trois jours avant de quitter le pays à la fin de son service l'année dernière.

Tous les gens concernés reconnaissent que Chtcharansky était un élément clé entre les dissidents soviétiques et les journalistes occidentaux à Moscou, et qu'il avait effectivement des contacts étendus avec Toth. En particulier, il fournit à ce correspondant des informations pour des articles sur les juifs auxquels on refuse la permission d'émigrer en Israël sur la base que leur travail leur a donné accès à des secrets d'Etat. Toth nie avec véhémence qu'il a publié des "secrets", mais l'un des articles qu'il a écrits sur la base de l'information de Chtcharansky était intitulé: "Indices dans le refus de visas juifs: les Russes révèlent indirectement des 'secrets d'Etat'" (*Los Angeles Times*, 22 novembre 1976). L'article détaille

différentes opérations scientifiques qu'il dit être réellement des établissements secrets de défense.

Toth argumente que les autorités soviétiques se sont démasquées elles-mêmes en refusant les visas. Que cela soit vrai ou non, Chtcharansky a réuni ce matériel, a trouvé pour Toth des gens à qui parler, et lui a passé le tout. Comme un fonctionnaire américain l'a expliqué à *Newsweek*: "Ce qu'a fait Chtcharansky, en fait, c'est de donner à Toth une liste d'installations secrètes de défense". Et que dire du correspondant du *Los Angeles Times* — était-il un agent? Le procureur soviétique présenta comme preuve une lettre trouvée dans la poubelle de Toth ("Que j'ai été stupide de ne pas avoir mangé cette foutue lettre" dit Toth à présent) écrite par l'attaché militaire américain à Moscou, le major Robert Walters Jr., remerciant Toth pour sa "coopération" et lui transmettant les félicitations du lieutenant général Samuel Wilson, alors chef du renseignement militaire du Pentagone, pour le bon travail du correspondant.

Que des journalistes américains agissent comme agents de la CIA ou du renseignement militaire, comme sources ou "recrues", cela n'a rien de nouveau. Que Chtcharansky ait su ou non ce qu'il faisait, le fait est qu'il a passé des secrets d'Etat à ce qui était probablement une filière occidentale de renseignement. Une enquête du *New York Times* l'année dernière a révélé que depuis la deuxième guerre mondiale, au moins 100 journalistes avaient agi comme agents rémunérés de la CIA, tandis que littéralement des milliers de correspondants étrangers, de rédacteurs et d'organismes de presse ont été des filières de la CIA d'une façon ou d'une autre. Alors que dans la plupart des cas on parle d'un "gentleman's agreement" pour passer des tuyaux de haut intérêt, dans certains cas (et en particulier à Moscou) les journalistes américains ont une valeur considérable en tant qu'agents véritables. "Il [le reporter] pouvait identifier des Soviétiques et parler avec eux, pouvait voyager dans des endroits où nous ne pouvions aller", rapporte un ex-fonctionnaire de la CIA. "C'était considéré comme bien trop risqué d'avoir des agents complètement clandestins là-bas" (*New York Times*, 27 décembre 1977).

Et la CIA? La dénégation véhémement de Carter l'année dernière d'un lien quelconque du renseignement américain avec Chtcharansky a reçu un coup sérieux avec la révélation que le compagnon de chambre du dissident, le Dr. Sanya Lipavsky, avait travaillé pour la CIA pendant quelques mois en 1975-76 — un fait connu de Carter à l'époque où il a pris sa défense. Répondant à l'accusation que la CIA essaya de pénétrer le mouvement dissident, Washington répliqua que Lipavsky était seulement "utilisé pour des renseignements de routine sur les activités de la communauté scientifique soviétique avec laquelle il était en con-

tact — mais pas en relation avec les dissidents" (*Manchester Guardian Weekly*, 16 juillet). Bien sûr, la plupart des dissidents sont d'un milieu scientifique et intellectuel, et le principal contact de Lipavsky avec cette communauté passait par Chtcharansky.

Les preuves sont indirectes, mais plutôt accablantes par leur quantité. Au mieux, Chtcharansky était incroyablement idiot, mais plus probablement il savait quelle était la destination de son information.

Face à la suppression totale par la bureaucratie des moyens légaux de communication pour le mouvement dissident, celui-ci est forcé d'aller trouver les médias bourgeois. Mais s'en remettre à ces agents de la propagande impérialiste devient un programme, et ce n'est pas un hasard si de nombreux dissidents soutiennent un chantage impérialiste, tel que l'"amendement Jackson", qui cherche à promouvoir les "Droits de l'Homme" en URSS par la menace de couper les livraisons de céréales.

La plus grande partie des dissidents en URSS aujourd'hui, et en particulier sa composante sioniste, appelle directement l'Ouest à les utiliser comme pions dans sa pression contre l'Etat ouvrier dégénéré soviétique. Tant qu'eux-mêmes et leurs associés peuvent sortir pour récolter les royalties d'écrits anticommunistes, ils se fichent complètement de la défense militaire de l'Union soviétique contre l'impérialisme; pour la plupart, ils y sont activement opposés. (De même de nombreux dissidents accusent les USA d'être vendus au "totalitarisme soviétique" en ayant "abandonné" le Vietnam, et font même bloc avec le boucher Pinochet contre la gauche).

Etant donné les convictions sionistes de droite de Chtcharansky, il est probable qu'il informerait des gouvernements impérialistes occidentaux de tout ce qu'il sait sur la défense militaire soviétique. Dans tous les cas, cette fois-ci les staliniens tenaient une bonne affaire. Chtcharansky a clairement passé l'information qu'il est accusé d'avoir transmise, et n'a exprimé aucun regret d'avoir révélé des installations militaires secrètes soviétiques à des gouvernements occidentaux. Cependant, nous n'accordons aucune confiance aux criminels bureaucrates du KGB pour juger de la culpabilité de Chtcharansky et appliquer la justice prolétarienne en conséquence. Ce sont ces gens qui ont massacré des milliers de trotskystes et de vieux bolchéviks à la suite des procès de Moscou des années 30, tous sur la base d'accusations fabriquées de trahison et d'activité comme agents impérialistes; aujourd'hui, ils enferment tout opposant à la clique dirigeante dans des hôpitaux psychiatriques, coincent leurs victimes avec des agents provocateurs, etc.

Les dissidents soviétiques et la révolution politique

Les dissidents en Union soviétique sont un ensemble hétérogène, comprenant tout, des mystiques réactionnaires adorateurs du tsar comme Soljenitsyne jusqu'à d'ardents sionistes comme Chtcharansky, l'intelligentsia libérale pro-occidentale (Sakharov), des réformateurs du stalinisme (Medvedev), des "néomarxistes" sociaux-démocrates vagues (Ploutch), des défenseurs de minorités nationales opprimées, et peut-être même quelques véritables oppositionnels révolutionnaires prolétariens — quoique ces derniers soient malheureusement difficiles à trouver à l'heure actuelle. Nous avons des divergences politiques profondes avec beaucoup des "dissidents" — en fait, nous

Publication de la Spartacist League/US

WORKERS VANGUARD

Abonnement: 60F les 24 numéros

SPARTACIST PUBLISHING CO.
Box 1377 GPO, New York, N.Y. 10001, USA

sommes souvent de l'autre côté de la ligne de classe — mais contre la censure écrasante du Kremlin, nous défendons la liberté d'expression pour tous ceux dont l'activité politique ne vise pas à renverser la dictature du prolétariat.

La bureaucratie soviétique a trafiqué dans la boue les traditions démocratiques et les buts libérateurs du marxisme, suscitant un tel cynisme et une telle haine pour le fier nom de "communiste" qu'il n'est pas surprenant que les tendances dominantes de la dissidence soient aujourd'hui pro-impérialistes. La lutte pour la révolution politique en URSS pour chasser la bureaucratie et restaurer la démocratie ouvrière nécessite une lutte intransigeante contre de telles tendances. Mais les dissidents pro-occidentaux et sionistes doivent être vaincus politiquement par les révolutionnaires prolétariens en URSS, et ceci demande une lutte tout aussi intransigeante pour les pleines libertés soviétiques à travers la révolution politique ouvrière pour chasser la bureaucratie.

Dans ce contexte, il est particulièrement dégoûtant de voir les partis communistes européens — français, espagnol et italien — faire bloc avec l'impérialisme occidental pour défendre Chtcharansky. Aux USA, le Socialist Workers Party (SWP) réformiste, ex-trotskyiste, depuis longtemps l'un des supporters les plus enthousiastes des campagnes antisoviétiques des "Droits de l'Homme" de Carter, a salué chaque nouveau dissident pro-occidental comme un combattant héroïque contre l'oppression. La défense de Chtcharansky par le SWP est particulièrement révoltante. Le *Militant* du 21 juillet en présente le thème principal : "Comme le capitaine français Alfred Dreyfus en 1894, et les américains Julius et Ethel Rosen-

berg en 1953, Chtcharansky est victime d'une machination politique antisémite."

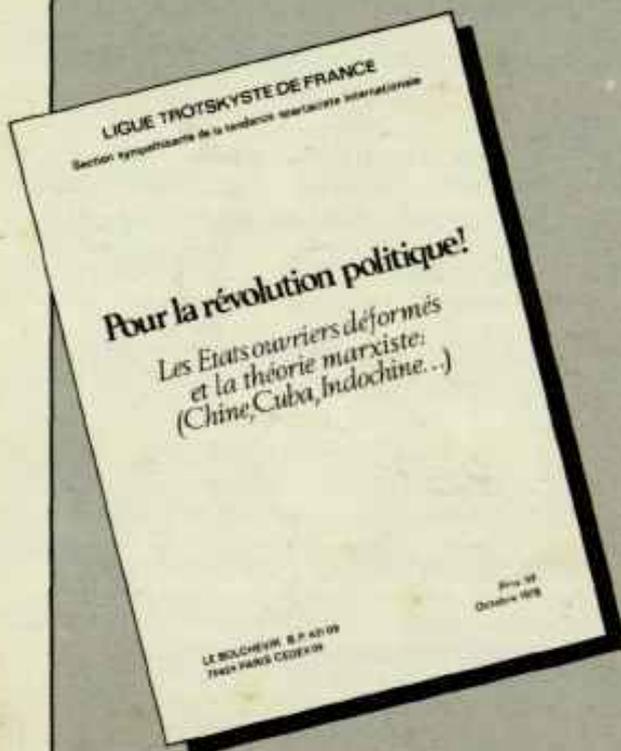
Il est certes vrai que la bureaucratie stalinienne encourage l'antisémitisme, et la désignation de dissidents comme "juifs mécontents" a historiquement été utilisée pour les discréditer aux yeux des paysans et ouvriers arriérés russes. Cependant, les Rosenberg furent d'abord persécutés en tant que communistes et sur l'accusation d'avoir soi-disant transmis des secrets militaires à l'URSS, alors que Chtcharansky est accusé d'avoir transmis des secrets de défense soviétique à l'Ouest. Il y a là une différence de classe que le SWP ignore totalement. Le *Militant* va jusqu'à prétendre que "les accusations contre Chtcharansky sont manifestement absurdes" — si "absurdes" que des sources de Washington les ont confirmées !

Anatole Chtcharansky est coupable d'un crime contre le prolétariat mondial : avoir transmis des secrets militaires de l'URSS, un État ouvrier dégénéré, aux impérialistes. Vu l'histoire des autres dissidents qui, dès qu'ils mettent un pied à l'Ouest, deviennent les chiens enragés de l'impérialisme, il n'y a pas de raison de croire que Chtcharansky, dès qu'il aura quitté d'un pas le sol soviétique, n'en fera pas autant. Alors, pourquoi ne pas l'expulser du pays, ce qu'il veut de toute façon... mais à une condition. Puisque cet ami sioniste de la CIA est si désireux de passer "l'année prochaine à Jérusalem", qu'il signe un engagement à purger sa peine en Israël, de préférence dans un kibboutz de la région frontalière !

Anatole Chtcharansky est bel et bien coupable ! Que la peine corresponde au crime : 13 ans en Israël.

Traduit de Workers Vanguard n° 212

Vient de paraître!



• La lutte de la Tendance révolutionnaire dans le SWP sur la question cubaine

• James P. Cannon : "Nous sommes le parti de la Révolution russe !"

• Léon Trotsky : "La guerre des paysans en Chine et le prolétariat"

• Indochine : révolution déformée

PRIX : 5F

PRIX PORT INCLUS : 8F

Commande:

**Le Bolchévik B.P. 42109
75424 Paris Cédex 09**

Chtcharansky est bel et bien coupable !

Nous reproduisons ici l'article que publiait Workers Vanguard lors du procès de Chtcharansky, présentant la méthode marxiste face à la question des dissidents soviétiques, et qui n'a rien perdu de son importance, surtout face à la position de l'Organisation communiste internationaliste (OCI) qui soutient Chtcharansky alors même qu'il est coupable d'un crime aux yeux du prolétariat: d'avoir transmis des secrets militaires soviétiques à l'impérialisme.

Il y a quelque temps les titres en grosses lettres, sur cinq colonnes annonçant de nouveaux "procès de Moscou" et une super-campagne de presse sur "l'histoire d'Anatole Chtcharansky", ont dominé les médias occidentaux. Universellement, l'attention a été concentrée sur le procès du 15 juillet du dissident soviétique Chtcharansky, reconnu coupable de trahison par le tribunal de Moscou, y voyant un test fondamental du degré de "fermeté" que l'administration Carter adopterait contre l'URSS.

La bureaucratie stalinienne qui dirige l'URSS, dernièrement, s'est brutalement attaquée aux dissidents dans une série de procès: Vladimir Slepak, condamné à cinq ans de Sibérie pour avoir suspendu à sa fenêtre la banderole "Laissez-nous rejoindre notre fils en Israël"; Youri Orlov, organisateur du Groupe de surveillance de l'application des accords d'Helsinki, condamné à sept ans de prison pour "agitation anti-soviétique"; Alexandre Guinzbourg, condamné à huit ans de camp de travail pour avoir créé un fonds pour les familles de prisonniers politiques ("financement d'éléments criminels") avec l'argent de l'auteur exilé Soljenitsyne.

Si tous ces cas ont retenu l'attention de la presse impérialiste, le gouvernement américain a monté en épingle le procès Chtcharansky, en en faisant le cas par excellence du plus lourd tir de propagande des "Droits de l'Homme" que l'administration Carter ait jusqu'alors lancé contre l'Union soviétique. Carter proclama personnellement que le programmeur juif n'était pas coupable de l'accusation d'avoir fourni aux services secrets américains des secrets d'Etat soviétiques. Et en réponse à ce procès, les USA firent des "représailles": annulation de deux missions scientifiques et culturelles et d'une vente d'ordinateur.

De la part de "démocrates" assassins dont le mot d'ordre pour les "indésirables" (Indiens, Noirs, communistes) est "je ne les aime que sous forme de cadavre"; de la part des impérialistes qui lâchèrent la bombe atomique sur Hiroshima et Nagasaki, bombardèrent et incendièrent Dresde, envahirent la Baie des Cochons et firent tout simplement disparaître des villages entiers au Vietnam (massacrant trois millions d'Indochinois) — ce langage sur les "Droits de l'Homme" pue l'hypocrisie sanglante. Cependant, mal-

gré les titres criards, les pleurnicheries sur le dissident "à l'humour grinçant" et sa belle jeune femme, le cas Chtcharansky a été moins qu'un brillant succès pour Carter.

Naturellement, le Kremlin utilise la dernière série de procès pour calomnier tout le mouvement dissident soviétique comme une bande d'espions purement inspirés par des services secrets occidentaux, un procédé usé par le temps. Ceci est si évidemment absurde que personne n'y croit. Slepak, Orlov et Guinzbourg, quelles que soient leurs idées anticommunistes et/ou sionistes, n'ont commis aucun crime connu et pourtant ont été atrocement réprimés. Mais il est tout aussi faux de prétendre que la CIA et d'autres services occidentaux n'ont pas un profond intérêt à exploiter ce mouvement. Ils se sont déjà fait prendre en train d'essayer d'obtenir des informations de dissidents (et se sont brûlés les doigts lorsqu'il s'avéra qu'une des sources, le compagnon de chambre de Chtcharansky, était un mouchard du KGB).

Chtcharansky lui-même fut visé par la police secrète russe pour ses activités dissidentes, manoeuvré et pris au piège. Néanmoins, il est clair qu'il était profondément impliqué dans le passage d'informations à l'Ouest; ce qui est la base des accusations de trahison contre lui. Pour la bureaucratie du Kremlin, son cas était un don du ciel lui permettant de faire l'amalgame qu'elle avait toujours cherché à réaliser: les dissidents sont des traîtres et des espions. Cette fois-ci, ça a marché pour elle. Pour le dire carrément, comme un fonctionnaire du State Department l'a admis devant *Newsweek*: "Aux yeux des soviets, Chtcharansky est bel et bien coupable".

Pas seulement aux yeux des Soviétiques, d'ailleurs — la presse bourgeoise américaine la plus responsable s'est sentie obligée de soulever des "questions troublantes" sur la lourde imbrication de Chtcharansky avec la presse occidentale qui, comme le *New York Times* et les enquêtes du Congrès l'ont largement montré, a amplement coopéré avec la CIA. Le *Chicago Sun-Times* (15 juillet) a pris cela suffisamment au sérieux pour publier une tribune demandant "Pouvons-nous être sûrs que Chtcharansky est innocent?" Ainsi, Carter a choisi un héros dont la prétention à l'innocence est dure à avaler même pour des fractions de l'establishment impérialiste. Mais tout cela n'était qu'un hors-d'oeuvre.

Au moment même où Washington décida d'utiliser ce cas comme un symbole du manque de "Droits de l'Homme" en Union soviétique, Andy "Grande Gueule" Young, le Noir potiche de Carter aux Nations unies, l'a ouverte encore une fois. En remarquant sans façon dans une interview à un journal parisien que les USA avaient "des centaines, peut-être des milliers" de pri-

Suite page 17